



DE BUENOS AIRES

N°34 – Brèves bimensuelles du Cône Sud

Du 20 octobre au 2 novembre

Zoom – Argentine : S.Massa arrive en tête au premier tour de l'élection présidentielle, mais le second est ouvert

Le 22 octobre 2023, les Argentins ont voté lors du premier tour de l'élection présidentielle. Sergio Massa, actuel ministre de l'économie et candidat péroniste, est arrivé en tête avec 37 % des voix, alors qu'il était attendu en deuxième position par les sondages. Il affrontera Javier Milei (30 %), candidat libertarien, et nouveau visage dans le paysage politique argentin. La candidate de la droite traditionnelle, Patricia Bullrich, arrivée en troisième position avec 23 %, constitue la principale déception de ce premier tour. Le second tour aura lieu le 19 novembre et s'annonce particulièrement incertain, aucun des deux candidats ne semble se détacher comme favori.

**LE CHIFFRE
À RETENIR**

19

NOVEMBRE

Second tour de l'élection présidentielle en Argentine

L'arrivée en tête de S.Massa est une relative surprise, tant sa politique est critiquée, la situation économique se dégradant continuellement et son parti a été entaché par des affaires de corruptions ses dernières semaines. L'intensification de sa campagne électorale, avec la multiplication de mesures de soutien au pouvoir d'achat ces deux derniers mois (pour 1,3 % du PIB) ainsi qu'une communication plus agressive, notamment contre J.Milei, s'est révélée efficace, après la déception de sa troisième place lors des élections primaires d'août. J.Milei, qui n'a pas réussi à améliorer significativement son résultat des primaires, a reçu le soutien du camp de P.Bullrich pour le second tour, ainsi que celui de M.Macri, Président de 2015 à 2019. Quelque soit le vainqueur, il devra manœuvrer pour faire passer des réformes. En effet, aucune des trois principales coalitions n'a obtenu la majorité absolue au sein de la chambre des députés et du sénat : *Union pour la Patria*, coalition de S.Massa a obtenu 42 % des sièges de la chambre basse, *Juntos por el Cambio*, de P.Bullrich, 36 %, et celle de J.Milei, *La Libertad Avanza*, nouvelle force politique, fait son entrée à la chambre des députés avec 14 %. La réaction des marchés a été mesurée, les deux candidats au second tour étant attendus. Si le Peso sur le marché parallèle a légèrement décroché le premier jour après les résultats, atteignant plus de 1 000 ARS/USD, la situation s'est depuis stabilisée, avec même une légère appréciation. Le résultat inférieur aux attentes de J.Milei, qui propose une dollarisation de l'économie et une dévaluation massive du Peso à court-terme, tout comme l'adoucissement de son discours depuis, ont permis d'atténuer les pressions sur le Peso. Le chemin est encore long jusqu'au 19 novembre, et la campagne devrait s'accélérer, alors que les deux camps semblent encore mettre en place leur stratégie.

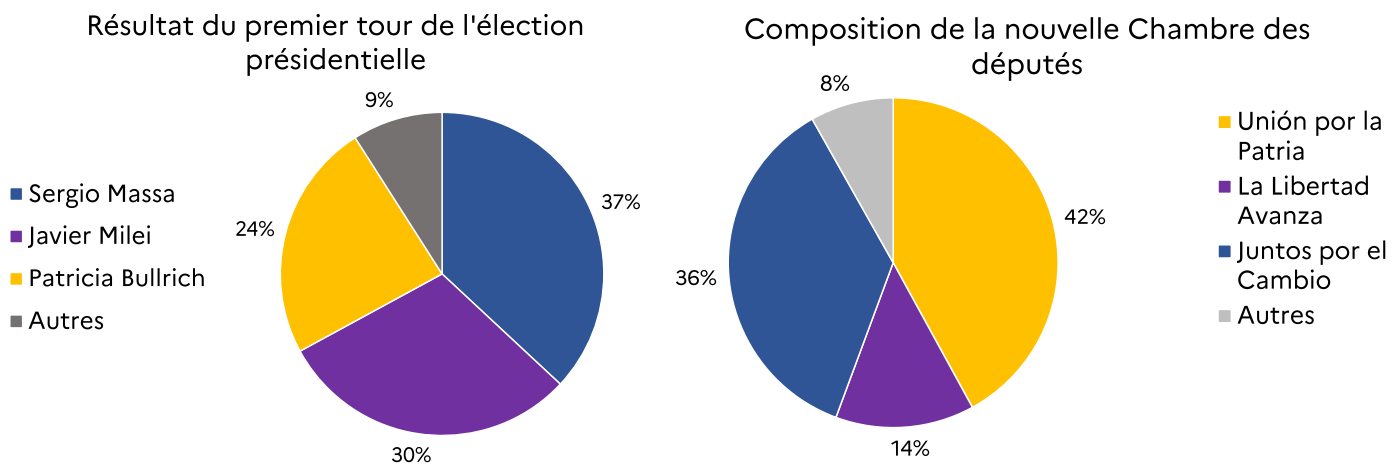
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	180,7%	3,0%	4,0%	6,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	-2,8%	-0,5%	4,5%	1,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	2,0%	-0,4%	4,5%	0,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,8%	1,6%	3,8%	3,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-1,2%	1,8%	4,0%	3,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Principaux résultats des élections générales



Sources : SER Buenos Aires

ARGENTINE

L'Argentine effectue un remboursement de 2,6 Mds USD au FMI

Dans le cadre de son programme FMI, l'Argentine a remboursé le 31 octobre les 2,6 Mds USD qu'elle devait au FMI, en utilisant 1,8 Mds USD provenant de DTS et 800 Mds USD de leurs réserves en dollars. L'Argentine doit réaliser lundi 6 novembre un autre paiement au FMI de 620 M USD correspondant aux charges d'intérêt. Suite à ce paiement, les réserves de change sont tombées à leur plus bas niveau depuis 17 ans, avec des réserves de change nettes négatives à près de -10 Mds USD et des réserves brutes à +22 Mds USD. Pour rappel, l'Argentine bénéficie d'un mécanisme élargie de crédit FMI de 44 Mds USD depuis mars 2022. Dans le cadre de l'évaluation menée par les services le 23 août, lors de la 5^{ème} et 6^{ème} revue du programme et qui avaient permis un décaissement de 7,5 Mds, ces derniers avaient estimé que les critères de performance et les cibles indicatives fixés pour la fin juin n'avaient pas été satisfaits.

Depuis lors, les mesures du gouvernement se sont considérablement éloignées des recommandations du FMI, notamment sur les dépenses publiques : S.Massa, ministre de l'économie, a multiplié les mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages pour un coût estimé à 1,3 % du PIB. Le changement de gouvernement suite à l'élection présidentielle, qui aura lieu le 10 décembre, marquerait cependant un virage dans ce programme. En effet, les programmes des deux candidats au second tour contiennent une renégociation et une redéfinition de l'accord avec le FMI.

Après celle de lundi, la prochaine échéance de paiement au FMI ne serait que le 21 décembre, pour 900 M USD, et l'Argentine, selon l'échéancier actuel, devra payer 7,75 Mds USD en 2024. Face à ces prochaines échéances, et dans ce contexte d'attrition des réserves, le gouvernement a annoncé la

semaine dernière la création d'un nouveau dollar : le « dolar exportador », pour tous les biens et services exportés. Il durera 30 jours (jusqu'au 17 novembre) et les devises étrangères devront être réglées à 70 % sur le marché unique des changes (officiel) et à 30 % sur le marché au comptant avec liquidation (CCL), soit un taux de change entre 520 et 530 ARS/USD. Combinée aux restrictions aux importations, cette fenêtre de change devrait permettre de ralentir la baisse des réserves, alors que la Banque Centrale continue à intervenir massivement sur le marché des changes pour stabiliser les cours parallèles et maintenir le peg à 350 ARS/USD.

Le Plan GanAr en Argentine : une réactivation incertaine pour l'industrie de la viande bovine

Le 26 octobre dernier, le gouvernement argentin a ravivé le Plan de Ganadería Argentina (GanAr), lancé par l'ancien ministre Julián Domínguez en décembre 2021, avec l'objectif de relancer la production de viande bovine et de lait en Argentine. Après le départ de J.Domínguez en août 2022, le plan avait été mis en veille, malgré un certain consensus parmi les producteurs. Cette relance est intervenue à quelques semaines du changement de gouvernement, mettant en avant Sergio Massa. Il a publié la résolution 1615/2023 dans le Bulletin Officiel, définissant le Manuel Opératif du Plan Ganadería Argentina, créé initialement en mai 2022.

Le Plan GanAr promet des crédits souples de 100 Mds pesos argentins pour soutenir les producteurs. Son objectif est de contribuer à l'augmentation de la production et de la productivité de l'élevage bovin de viande et de lait, ainsi qu'à l'amélioration de son processus d'industrialisation, en offrant des taux d'intérêt bonifiés et des contributions économiques par le biais de conventions spécifiques avec les provinces et d'autres entités publiques ou privées liées au secteur.



L'impact réel de ce plan demeure, cependant, sujet à une certaine incertitude, d'autant plus que les quotas d'exportation de viande et les restrictions sur certains produits restent en vigueur, au moins jusqu'à fin 2023. Les citoyens argentins, soucieux de l'avenir de l'industrie de la viande bovine, expriment toujours une attente envers la mise en œuvre d'actions concrètes destinées à la stimuler. Le Plan Gan.Ar cristallise de manière emblématique l'observation de promesses politiques non concrétisées en Argentine. Les retards procéduraux, les ajustements politiques et le déficit notoire d'initiatives concrètes continuent d'impacter l'industrie vitale pour l'économie nationale. Le besoin pressant de relancer la production de viande bovine est indéniable, cependant, l'incapacité du gouvernement à honorer ses engagements a nourri un climat de prudence au sein de la population.

CHILI

Notation souveraine: Standard and Poor's maintient la notation de A mais abaisse les perspectives en « négatives »

L'agence de notation Standard and Poor's a confirmé la notation de A du Chili mais a baissé les perspectives de long terme, de « stables » à « négatives ». Selon l'agence américaine, ce changement reflète la détérioration du climat politique sur l'agenda des réformes à mettre en place pour améliorer les perspectives de croissance ainsi que la stabilité budgétaire. La notation reste extrêmement bonne en comparaison des autres pays de la région grâce à la solidité des institutions chiliennes, notamment grâce à l'indépendance de la Banque Centrale et une certaine flexibilité monétaire ainsi qu'un taux de change flottant pour amortir les chocs, ainsi qu'à un marché financier profond. De plus, S&P note une stabilité économique, notamment sur

les prix, ainsi qu'un risque sur les finances publiques contenu.

Cependant, l'affaiblissement du consensus politique sur certaines réformes clés fragilise les perspectives économiques et les finances publiques du pays selon l'agence de notation. Cet argumentaire rejoint celui du FMI dans son rapport du mois d'août. Certaines mesures, recommandées par le FMI, font parties du pacte fiscal (cf infra), un ensemble de mesures pour stimuler la croissance et équilibrer les finances publiques.

Pacte fiscal : le ministre de l'économie présente de nouvelles mesures de stimulation de la croissance

Le ministre de l'économie, M.Marcel a relancé les réunions avec les représentants des différents partis politiques pour avancer sur le pacte fiscal. Divisé en cinq piliers, le pacte fiscal comprend 30 mesures axées sur la simplification administrative et réglementaire pour les projets d'investissement ; les incitations fiscales orientées vers l'investissement en fonds propre et augmentant la productivité ; le développement des secteurs à fort potentiel de diversification et de création d'emplois; les investissements dans les infrastructures publiques et privées et, la réduction de l'économie informelle et sa transformation en économie formelle. S'agissant de la simplification administrative et réglementaire pour les projets d'investissement, le pacte fiscal fixe comme prioritaire la réforme des procédures de délivrance des permis environnementaux et la réforme des procédures de concessions maritimes. En ce qui concerne les niches fiscales, les mesures visent notamment l'impôt sur les sociétés et les produits d'investissement dans les fonds de capital-risque pour les entreprises disposant d'un potentiel de croissance élevé. En sus, le pacte fiscal identifie trois secteurs prioritaires à fort potentiel de diversification



et de création d'emplois : le lithium et la classification des salars protégés, le Plan Régional d'Aménagement du Territoire (PROT) et le Plan d'Action pour le développement de l'industrie de l'hydrogène vert.

En matière d'investissement dans les infrastructures publiques et privées, le pacte propose d'étendre et de simplifier le programme de concessions et de mettre en place un Conseil Consultatif Présidentiel chargé d'élaborer un plan d'infrastructure à long terme. Le texte présenté par le ministre Marcel sera discuté au sein d'un groupe de travail ad hoc créé pour définir des propositions d'incitation à la productivité et à la croissance qui seront ensuite discutées par les partis politiques. Le pacte fiscal marque également le lancement du chantier de la réforme de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement s'est engagé à soumettre un projet de loi au Congrès d'ici le mois de mars 2024.

URUGUAY

L'Uruguay renforce ses liens avec l'Asie du Sud-Est grâce aux coopératives agricoles du Mercosur

L'Uruguay s'engage activement dans l'expansion de ses relations commerciales avec l'Asie du Sud-Est. Le 27 octobre, plusieurs coopératives agricoles du Mercosur ont entamé une mission commerciale en Asie, couvrant Singapour, la Malaisie et l'Inde. Cette initiative vise à négocier de nouvelles opportunités commerciales dans la région asiatique. Martin Fernández, le président de l'Institut National de Coopérativisme (Inacoop) en Uruguay, souligne l'importance de ces nouvelles relations commerciales. L'objectif principal de cette mission est d'exporter des produits laitiers et des céréales vers l'Asie, renforçant

ainsi les liens entre les coopératives agricoles du Mercosur et les marchés asiatiques.

La mission commerciale en Asie vise non seulement à présenter les produits des coopératives agricoles, mais aussi à consolider les partenariats commerciaux. Martin Fernández met en avant la durabilité des coopératives agricoles de la région. Il explique que l'objectif à moyen terme est de soutenir les coopératives qui éprouvent des difficultés à s'internationaliser. Dans cette optique, des accords ont été conclus avec l'Institut National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Inefop), l'Institut National de Qualité (Inacal) et le Laboratoire Technologique de l'Uruguay (LATU) pour renforcer la compétitivité des coopératives.

Martin Fernández souligne que les trois pays visités ont en commun la production de fertilisants, un produit en forte demande en Uruguay. Il insiste sur le fait que l'objectif va au-delà de la simple vente de produits, car il est essentiel de tisser des liens solides. Les coopératives uruguayennes jouent un rôle prépondérant dans la production nationale. Cette mission commerciale a été proposée par la délégation brésilienne et a été chaleureusement accueillie par le Ministère des Relations Extérieures, Uruguay XXI et les ambassades des pays asiatiques. Il s'agit d'une avancée significative pour le Mercosur, qui n'avait pas organisé de mission commune depuis 2019. Cette initiative a également bénéficié d'un financement de 250 000 USD de la part d'Inacoop, en partenariat avec les coopératives agricoles, et grâce à des accords avec les pays du Mercosur. L'implication du Paraguay et du Brésil est attendue, tandis que l'Argentine doit encore confirmer sa participation. Enfin, le projet "Coopératives Intégrées au Monde," en partenariat avec le Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et de la Mine, permettra aux coopératives de bénéficier de financements pour cette mission, qui sera réalisée en collaboration avec des entreprises de plus grande envergure. Cette collaboration s'est révélée très bénéfique pour le secteur coopératif, renforçant ainsi la position de



l'Uruguay sur la scène économique internationale.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr
@Tresor_ConoSud